

Débat public, Mardi 12 février à 19h organisé par le collectif citoyen du 15^{ème}

Comment reprendre la main sur notre vie de citoyen-ne. ?

Ce débat a réuni plus de 80 personnes militant(e)s d'ATTAC, de Convergence des services publics, de la Ligue des Droits de l'Homme, du Mouvement de la Paix, de Réseau sans frontière, du 15^{ème} en transition, de syndicalistes, de militants de France Insoumise, du NPA, du Parti communiste, et de République et Socialisme, ainsi que des citoyens non organisés.

Près de 60 personnes sont intervenues dans ce débat exprimant leurs « doléances » ou leur colère, leurs aspirations et/ou proposant des solutions (à creuser) sur lesquelles se rassembler pour pouvoir les défendre efficacement.

Cinq grandes thématiques ont donné lieu à un maximum d'interventions:

Ecologie : urgence, pillage de la planète ; mesures à prendre : économies d'énergie, fin du productivisme, fin de l'obsolescence programmée , agriculture raisonnée, interdiction des pesticides, fongicides etc . investissement dans le renouvelable (créateur d'emplois) .. Lutte contre les lobbys(automobile, industrie phytosanitaire, agro alimentaire)... Social et écologie indissociables .

Injustice sociale , précarité : inégale répartition des richesses, logement social en péril, travailleurs pauvres, Smicards et stagnation des salaires , retraités en précarité, (la retraite n'est pas une prestation sociale mais un salaire différé) , casse du code du travail , difficultés des chômeurs, , difficultés des jeunes . Inégal accès à l'éducation, aux soins, à la culture . Inégalités H/F

Services publics : leur revalorisation leur maintien , leur développement sont une condition indispensable de l'égalité sociale , de l'égalité territoriale (Ecole, santé, transport, logement, télécommunications ...) Plus de fermeture ni de privatisation. Parler de *dépenses publiques* c'est un débat faussé au départ : les services publics contribuent au PIB ; les fonctionnaires consomment et payent des impôts ; les prestations et transferts sociaux soutiennent les dépenses privées des ménages auprès des entreprises ..

Fiscalité : réhabiliter l'impôt un régime fiscal plus équitable , plus solidaire corrigerait les inégalités sociales .Ne plus tolérer l'évasion fiscale et les paradis fiscaux , réduire les niches fiscales, rétablir un impôt sur la fortune, revoir l'impôt sur les successions , renforcer la progressivité de l'impôt , créer des tranches supplémentaires en évitant les effets de seuil Supprimer les impôts indirects injustes : TVA , CSG.

Combattre certains procédés d'optimisation fiscale et d'inégalité entre les entreprises : imposer les sociétés sur leurs chiffres d'affaires et non plus sur leurs bénéfices , revenir sur la *flat tax* .

Démocratie : ses dysfonctionnements , causes et effets des inégalités . Défiance à l'égard des institutions représentatives , il faut inventer de nouveaux modes de participation citoyenne . Ve République dominée par l'institution présidentielle, affaiblissement du Parlement et la non représentation des couches populaires ; rôle du vote blanc ; vote de tous les résidents (étrangers non communautaires aux élections locales) ; une VIème République ? Instaurer une véritable consultation

citoyenne lors de choix importants, technologiques, d'investissements, de grands projets, de privatisations . RIC. ? jurys ou assemblées de citoyens tirés au sort ? Introduire la possibilité par les citoyens de s'exprimer entre deux élections.

Redonner un rôle aux « corps intermédiaires », associations, syndicats , ONG

Renforcer l'indépendance de la presse et des journalistes : indépendance économique (80% des médias sont contrôlés par des entreprises dont la moitié appartiennent à la finance ou aux assurances) , indépendance politique, secret des sources , lanceurs d'alerte versus protection du droit des affaires .. ;

Quelle démocratie dans les entreprises (fusion du CE, CHS-CT et DP) ? Quid de la concertation ?

D'autres interventions ont souligné :

- les inégalités **du système scolaire** , l'insuffisance de l'orientation, la dévalorisation des métiers manuels, la situation difficile des adolescents ;
- la situation des **femmes** (inégalités, violences ..) ;
- l'absence de la **Culture** , de la condition des artistes , dans les revendications comme dans les débats ;
- la dangerosité de la mondialisation en cours (logique libérale, nocivité pour la planète)

La soirée s'est conclue à 21h15 sur un certain nombre de décisions votées par l'Assemblée.

- Celle de proposer à tous les participants de **rejoindre le collectif citoyen du 15^{ème}** qui a pris en charge l'organisation de ce débat et de poursuivre la réflexion ensemble **par l'intermédiaire de la constitution d'une liste de diffusion** . A ce jour 56 personnes ont rejoint le collectif en donnant leur adresse électronique
- Celle de ne pas inscrire le débat dans la liste des débats organisés dans le cadre gouvernemental du grand Débat
- Celle d'organiser un **prochain débat le 12 mars** (même lieu, même heure), mais en changeant de formule. A partir des grandes thématiques qui ont été dégagées, organiser ce jour là 5 (ou 6) débats simultanés rassemblant chacun une quinzaine de participants autour d'une table, afin de pouvoir mieux débattre des propositions faites et de dégager celles susceptibles de rassembler très largement et donc d'être défendues publiquement par le collectif
- Celle d'organiser des confrontations salariés/usagers des services publics (de l'hôpital G. Pompidou par exemple) afin de se comprendre.
- Celle d'encourager les habitants du 15^{ème} à participer à la manifestation du 16 mars pour la défense du Climat (par un départ collectif ?), comme aux manifestations à l'appel des syndicats
- Celle d'examiner avec les syndicats étudiants et lycéens comment inciter un plus grand nombre de jeunes à nous rejoindre,

- Celle enfin de permettre à chacun de participer financièrement aux frais de location de la salle (200 euros) s'il le peut. 181 euros ont ainsi été récoltés dans le chapeau déposé à cet effet à l'entrée de la salle.

Annexe 1

RESF nous a remis un document de 4 feuillets comportant principalement les rubriques suivantes :

Politique étrangère et défense –

non respect ou non signature par la France des traités internationaux : Traité d'Interdiction des Armes nucléaires , Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille .

- non respect des textes définissant conditions de mise en œuvre de la guerre et des forces armées à l'étranger –

- besoin d'une commission d'enquête sur les exportations d'armes (Egypte, Arabie Saoudite ...)

- abus du Secret Défense

Asile et Immigration :

Abrogation de la loi asile et immigration dite « loi Collomb » ;

Faire le diagnostic du système d'asile français avec les associations concernées ;

Arrêt de l'incarcération des mineurs ;

Fermeture des centres de rétention administrative ;

Arrêt des expulsions et refoulements ;

Arrêt de toute politique discriminatoire envers Rroms, Gitans .. ;

Santé et environnement

Réhabiliter la psychiatrie de secteur, revoir la carte de répartition des médecins généralistes, réhabiliter les services d'urgence, revoir règles budgétaires des hôpitaux .

Les réflexions sur l'environnement figurant dans ce document ont été insérées dans la thématique Ecologie .